

**Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité de la population québécoise à partir de l'Enquête sur la population active**par Marc-André Gauthier<sup>1</sup>

Les développements décisifs qu'a connus le système d'éducation du Québec depuis la Révolution tranquille se sont traduits par la scolarisation massive de la population québécoise. En cette ère de globalisation et d'économie du savoir, l'éducation demeure largement considérée comme un axe fondamental destiné à assurer le bien-être général de la société. En 1994, le Conseil supérieur de l'éducation énonçait à cet effet que « l'enseignement supérieur [constitue] un pilier non seulement de la croissance économique, mais aussi de l'ensemble du développement de la société » (CSE, 1994 : 3). L'objet de ce *Coup d'œil sociodémographique* est en quelque sorte de voir un peu plus dans le détail comment la promotion de l'éducation s'est traduite sur le plan empirique. À partir de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, on y dépeint l'évolution du profil scolaire de la population québécoise depuis 1990 en procédant à la compilation des données provinciales et régionales relatives au plus haut niveau de scolarité atteint par les individus. La présente analyse accompagne la publication de tableaux [sur le site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec où sont entre autres compilées des statistiques inédites sur les diplômés d'école de métier ou de niveau professionnel.

**Le Québec connaît un déclin constant de sa population non diplômée**

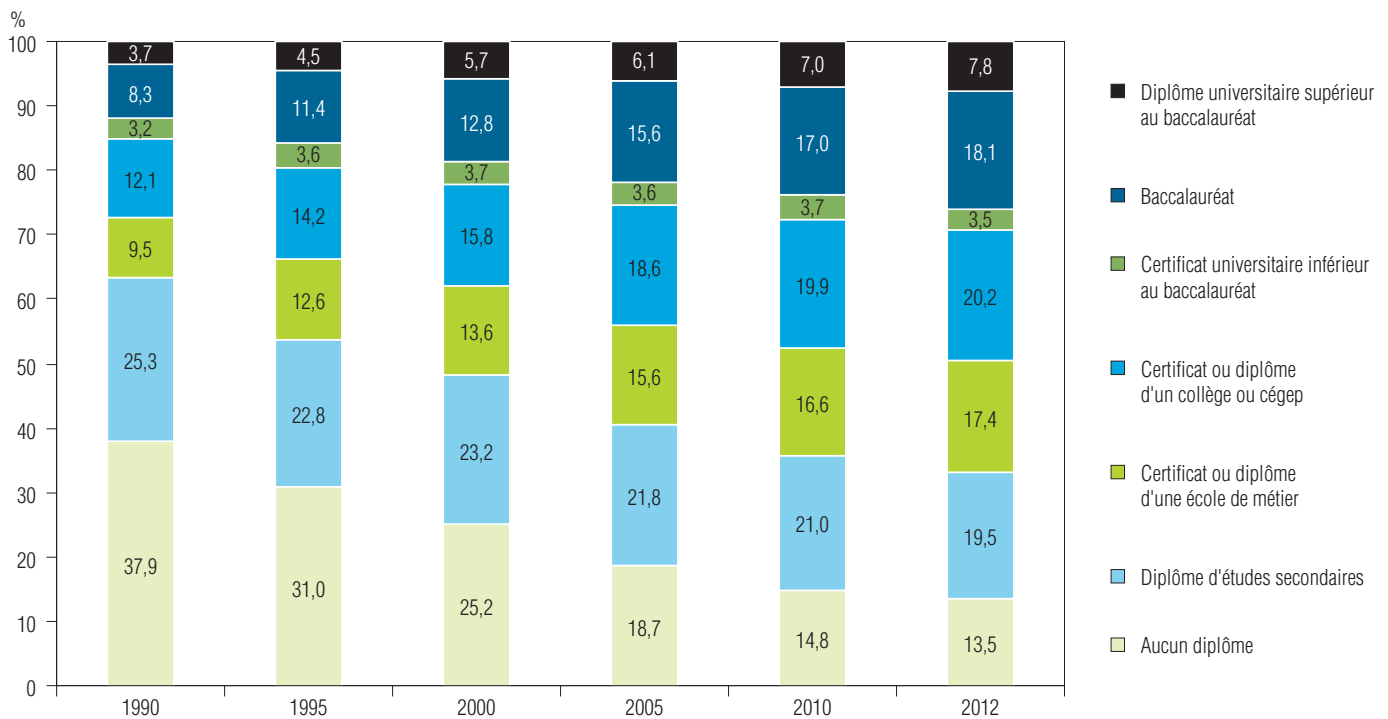
Globalement, le niveau de scolarisation de la population québécoise de 25 à 64 ans n'a cessé de croître depuis 1990 (figure 1). Cette tendance découle d'un côté de la scolarisation massive de la population et, de l'autre, du mouvement de sortie annuel des cohortes plus âgées, relativement moins scolarisées, à l'extérieur du groupe de référence étudié à mesure qu'elles atteignent l'âge de 65 ans. La constante diminution de la proportion de la population n'ayant aucun diplôme constitue un des signes les plus évocateurs de l'augmentation du niveau de scolarité. En 2012, un peu moins de 14 % de la population présentait ce profil, alors qu'il s'agissait de près de 38 % en 1990. Pendant ce temps, la proportion de personnes qui ont atteint le niveau postsecondaire a connu une hausse remar-

quable, et ce, particulièrement chez ceux qui ont atteint le niveau universitaire. On observe ainsi une augmentation d'environ 14 points de la proportion de la population ayant atteint ce niveau, celle-ci passant de 15 % à 29 % (données non présentées). Cette augmentation est pour une bonne part attribuable à la hausse de la proportion de bacheliers et, dans une moindre mesure, des diplômés d'études supérieures (diplôme universitaire supérieur au baccalauréat). Au niveau collégial, la progression s'avère moins accentuée que celle observée chez les universitaires. En 1990, ces derniers constituaient 12 % de la population étudiée, contre 20 % en 2012, soit une progression analogue à celle des diplômés de niveau professionnel (10 % à 17 %). A contrario, la proportion de la population n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires a connu une diminution de 5 points au cours de la période, celle-ci passant de 25 % à 20 %.

1. L'auteur tient à remercier Christine Lessard, de la Direction des statistiques économiques, et le Service des indicateurs et des statistiques du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour leurs commentaires sur la version préliminaire du texte.

Figure 1

**Proportion de la population âgée de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Québec, 1990-2012**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

## Méthodologie

La présente analyse se concentre sur la population âgée de 25 à 64 ans, soit la portion rassemblant l'essentiel de la population active. Ce groupe d'âge permet de circonscrire plus précisément le profil scolaire des travailleurs en plus d'offrir l'avantage de faciliter les comparaisons régionales en atténuant partiellement les effets de structure par âge.

Le plus haut niveau de scolarité est défini à partir du plus haut certificat complété par la personne. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études qui, dans certains cas, ne s'applique pas à certains programmes offerts par les différents types d'établissements scolaires<sup>2</sup>. De plus, notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômés d'une école de métiers, dans la mesure où le diplôme professionnel peut être obtenu ou non dans le cadre d'un programme d'études secondaires.

La première catégorie, « aucun diplôme », regroupe les personnes n'ayant pas complété minimalement le diplôme d'études secondaires. La catégorie « certificat, diplôme ou grade universitaire » inclut le « certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat », le « baccalauréat » et la catégorie « diplôme universitaire supérieur au baccalauréat ». À noter que cette dernière expression comprend le diplôme de maîtrise, de doctorat ainsi que les baccalauréats professionnels tels que le diplôme en médecine. Il importe aussi de soulever la possibilité d'erreur non due à l'échantillonnage résultant du fait que l'EPA soit une enquête basée sur l'autodéclaration des répondants. Ainsi, il est possible que certains répondants aient déclaré le diplôme le plus récent comme étant celui le plus élevé.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance calculées à un niveau de confiance de 95 %. Des tests ont été menés lorsqu'il y avait un chevauchement partiel entre les intervalles.

2. Statistique Canada (2011), « Classification du plus haut niveau de scolarité atteint », document disponible à l'adresse suivante : [En ligne]. [<http://www.statcan.gc.ca/concepts/definitions/education-class02-fra.htm>].

## Diminution plus marquée de la population non diplômée chez les femmes...

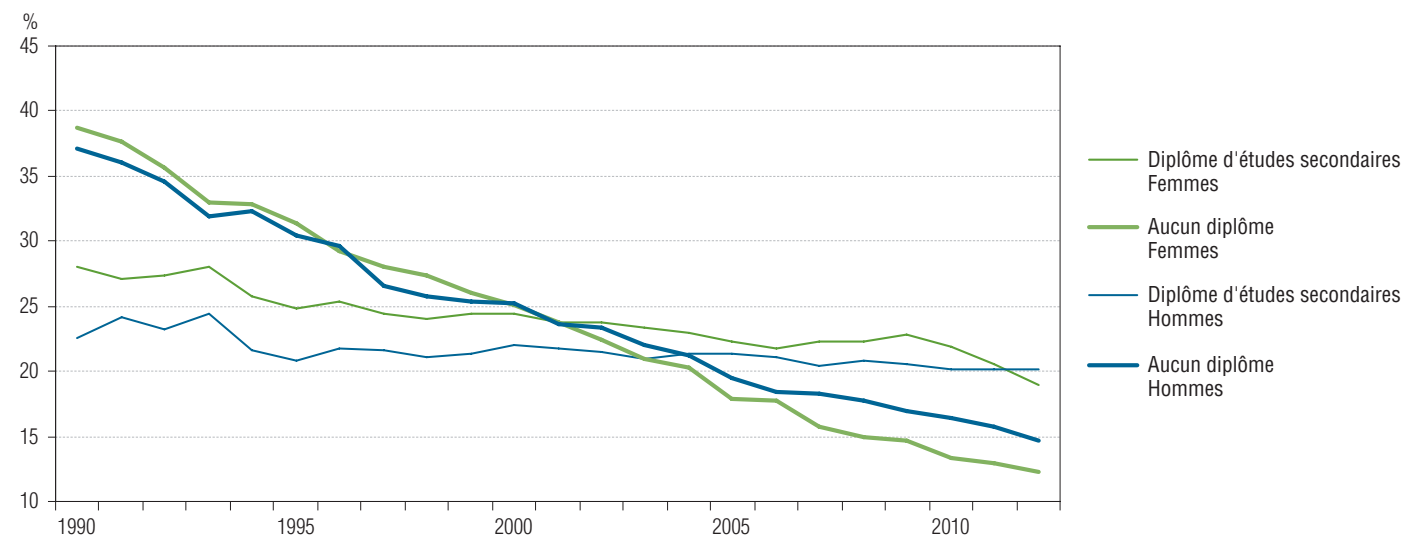
La proportion d'hommes n'ayant aucun diplôme a connu une évolution somme toute comparable à celle des femmes durant les deux dernières décennies (figure 2). Au cours des années 1990, les pourcentages de femmes et d'hommes sans diplôme sont pratiquement équivalents et tendent à diminuer à un rythme semblable, ceux-ci passant d'environ 38 % à 25 %. Ce n'est qu'à partir de l'année 2000 que l'écart entre les femmes et les hommes se creuse en faveur du premier groupe. En 2012, 15 % des hommes n'avaient aucun diplôme contre 12 % des femmes, une différence significative. Du côté des personnes ayant atteint le niveau secondaire, les hommes demeurent représentés sensiblement dans les mêmes proportions depuis 1990, aux alentours de 20 %. De leur côté, le taux de femmes ayant atteint le niveau secondaire a connu une diminution graduelle, mais somme toute marquée (de 28 % en 1990 à 19 % en 2012). Comme nous le verrons un peu plus loin, cela témoigne notamment du fait qu'un plus grand nombre de femmes obtiennent un diplôme de niveau postsecondaire.

## ... et celles-ci obtiennent de plus en plus un diplôme de niveau professionnel

On constate que les hommes sont plus nombreux que les femmes, en proportion, à déclarer le diplôme professionnel comme étant le plus haut niveau de scolarité atteint (diplôme d'une école de métier). Les chiffres illustrent aussi que de plus en plus de femmes tendent à compléter ce type de formation (figure 3). Alors que seulement 7 % de celles-ci empruntaient cette voie scolaire en 1990, elles sont près de 15 % à avoir agi de la sorte en 2012. Du côté des hommes, ces proportions sont passées de 12 % à 20 % au cours de la même période. Toujours à la figure 3, on constate également une tendance à la hausse au point de vue de la diplomation collégiale en faveur des femmes, celles-ci demeurant proportionnellement plus nombreuses à présenter ce profil scolaire (13 % à 22 % contre 11 % à 18 % chez les hommes<sup>3</sup>).

Figure 2

**Proportion de la population de 25 à 64 ans ayant uniquement un diplôme d'études secondaires ou n'ayant aucun diplôme selon le sexe, Québec, 1990-2012**

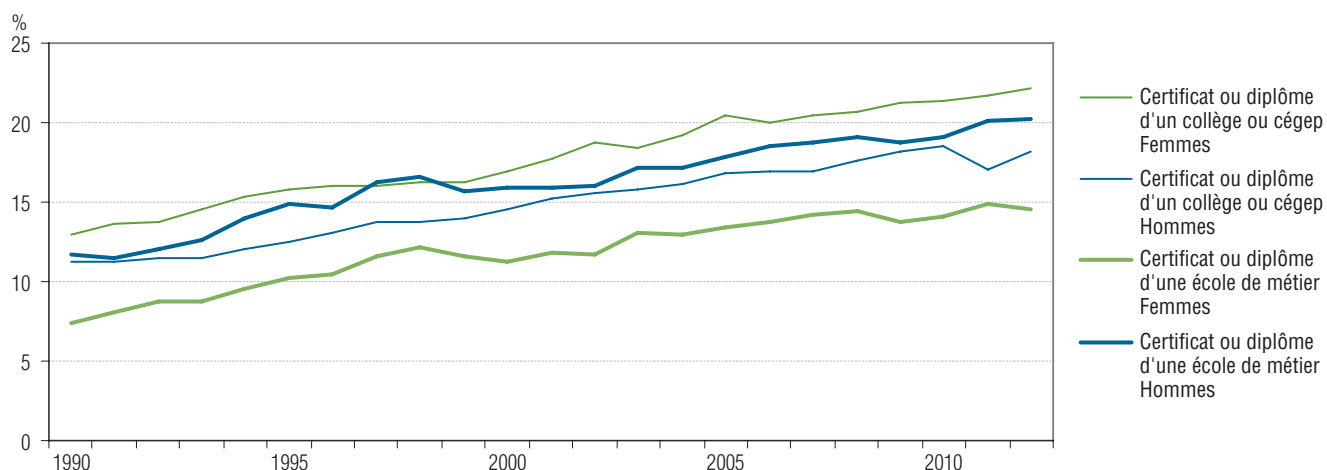


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

3. Les différences entre les hommes et les femmes sont statistiquement significatives pour 1990 et 2012 à un seuil de confiance de 95 %.

Figure 3

### Proportion de la population de 25 à 64 ans ayant un diplôme d'une école de métier ou de niveau collégial selon le sexe, Québec, 1990-2012



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

### Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à détenir un diplôme universitaire...

Comme on a pu l'observer en première partie, les données de l'EPA révèlent que les diplômés universitaires forment dorénavant la plus grande catégorie de la population âgée de 25 à 64 ans. Les femmes sont proportionnellement plus représentées dans ce groupe (figure 4); près d'une femme sur trois (32 %) détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire contre un peu plus d'un homme sur quatre (27 %) en 2012, soit une différence statistiquement significative. La majorité de ces diplômés ont un baccalauréat. À ce chapitre, alors qu'on observait que moins de 8 % des femmes étaient bachelières en 1990 contre 9 % des hommes, les données indiquent que les femmes ont rattrapé les hommes au tournant des années 2000 et, depuis lors, n'ont en général cessé d'accroître l'écart les séparant de ces derniers (20 % contre 16 % en 2012). La dernière décennie est ainsi marquée par un fort progrès de la scolarisation universitaire chez les femmes alors que celle-ci a évolué moins rapidement chez les hommes. Cette tendance va notamment de pair avec la stabilisation des taux d'obtention du baccalauréat observée chez les hommes entre 2008 et 2010 (MELS, 2012: 111).

### ... mais les femmes et les hommes détiennent un diplôme d'études supérieures au baccalauréat dans les mêmes proportions

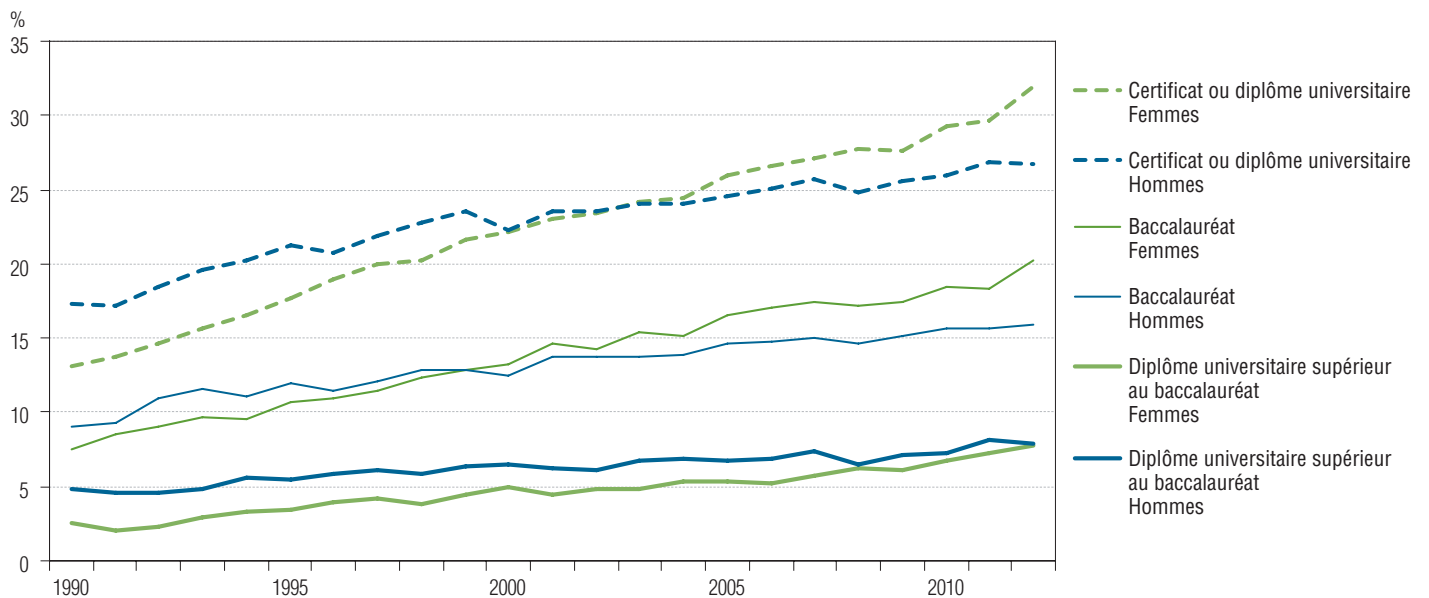
Depuis les deux dernières décennies, les taux des hommes titulaires d'un diplôme d'études universitaires supérieur au baccalauréat demeurent supérieurs à ceux des femmes. L'écart s'est toutefois fortement rétréci depuis 2008, celui-ci oscillant autour d'un seul point de pourcentage. Ainsi, les femmes ont effectué un rattrapage notable depuis 1990, année où seulement 2,5 % parmi elles détenaient un diplôme supérieur au baccalauréat comparativement à 4,9 % des hommes. À près de 8 % en 2012, elles se retrouvent en situation de parité avec les hommes. Le Québec compte ainsi environ 175 000 hommes et 172 000 femmes titulaires d'un diplôme universitaire supérieur au baccalauréat. Si l'on se fie à la tendance à la hausse du taux d'obtention du diplôme de maîtrise chez les femmes<sup>4</sup>, il est fort probable que, toutes choses étant égales par ailleurs<sup>5</sup>, l'on assiste à la fin de cette situation dans un futur rapproché.

4. MELS, *Indicateurs de l'éducation 2012*, p.111.

5. La composante immigration influe notamment sur l'évolution de la scolarité puisque les immigrants sont en général fortement scolarisés, et ce, plus particulièrement chez les hommes immigrants, une tendance évidemment propice à freiner la hausse de la proportion de femmes universitaires (Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages*).

Figure 4

### Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme universitaire selon le type de diplôme et le sexe, Québec, 1990-2012



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

### Des différences marquées entre les régions administratives

Depuis 1990, les régions administratives ont connu une diminution marquée de leur population n'ayant aucun diplôme (tableau 1). Même si cette proportion dépasse encore les 20 % en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (25 %), au Centre-du-Québec (23 %\*), en Côte-Nord et Nord-du-Québec (23 %\*) et en Abitibi-Témiscamingue (22 %), il n'en demeure pas moins que ces régions ont connu une réduction notable de leur population « sous-scolarisée », dans la mesure où environ une personne sur deux faisait partie de cette catégorie il y a vingt ans. Les régions qui font meilleures figures à ce chapitre sont Laval, la Capitale-Nationale et Montréal, celles-ci comptant approximativement 9 % de non-diplômés respectivement, soit un pourcentage plutôt éloigné des autres régions. À cet égard, notons que ces trois régions présentent des configurations semblables de leurs diplômés, comme nous le verrons notamment du côté des diplômés d'école de métiers et des diplômés universitaires.

### Les diplômés professionnels se concentrent dans les régions éloignées de Montréal

Comparativement aux autres groupes de diplômés, la proportion de la population détenant un diplôme d'études secondaires à titre de plus haut niveau de scolarité atteint a moins varié d'une région administrative à l'autre. À quelques exceptions près, les données régionales se rapprochent des valeurs affichées pour l'ensemble du Québec en 1990 (25 %) et en 2012 (20 %). Les données portant sur les diplômés professionnels sont loin de présenter un tel degré d'homogénéité. Si cette catégorie de diplômés a connu une augmentation dans l'ensemble du Québec, certaines régions ressortent clairement du lot. Le Centre-du-Québec (28 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (28 %), la région de Chaudière-Appalaches (28 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (26 %) présentent à cet effet les pourcentages les plus élevés, alors que ceux de Montréal (10 %), de Laval (13 %\*), de l'Outaouais (15 %) et de la Capitale-Nationale (17 %) se retrouvent au bas de l'échelle. Ce contraste s'explique probablement en grande partie par le fait que les économies des premières régions sont principalement orientées vers des secteurs exigeant une main-d'œuvre issue de la formation professionnelle.

\* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Tableau 1

**Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint et la région administrative, Québec, 1990, 2012**

Année	Aucun diplôme		Diplôme d'études secondaires		Diplôme d'une école de métier		Diplôme d'un collège ou cégep		Certificat ou diplôme universitaire		Total	
	1990	2012	1990	2012	1990	2012	1990	2012	1990	2012	1990	2012
	%											
Bas-Saint-Laurent	47,8	17,5	24,8	17,1	6,3 *	25,4	10,1	19,5	10,8	20,5	100	100
Saguenay-Lac-Saint-Jean	39,6	14,6	24,2	17,7	14,2	27,9	12,4	22,1	9,6	17,6	100	100
Capitale-Nationale	34,2	9,1	25,9	17,1	9,4	16,5	13,1	23,8	17,4	33,5	100	100
Mauricie	39,5	16,5	22,7	20,9	14,8	21,3	11,2	22,1	11,9 *	19,4	100	100
Estrie	40,8	15,3	22,8	21,2	10,0	19,9	11,9	20,2	14,4	23,4	100	100
Montréal	33,2	9,4	25,7	16,3	6,5	9,7	13,3	18,1	21,3	46,5	100	100
Outaouais	38,3	14,9	26,1	22,8	7,4	14,6	11,5	20,2	16,6	27,5	100	100
Abitibi-Témiscamingue	49,2	22,1	19,2	16,2	14,0	26,2	8,1	16,8	9,7	18,7	100	100
Côte-Nord et Nord-du-Québec	51,2	22,6 *	20,8	18,9	11,7 *	25,1 *	8,9	19,0	7,4	14,6 *	100	100
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	56,4	24,9	15,8	17,3	13,0	22,9	8,9	21,1	6,1 *	14,1 *	100	100
Chaudière-Appalaches	42,8	16,5	20,4	18,5	11,9	27,5	11,4	18,9	13,4 *	18,6	100	100
Laval	35,7	8,7 *	31,2	19,2	8,1 *	13,0 *	10,5 *	21,4	14,5 *	37,7	100	100
Lanaudière	40,4	17,0	22,9	24,4	15,5	22,4	10,6	19,6	10,6	16,6	100	100
Laurentides	36,8	14,3	29,0	22,4	10,3	21,1	11,6	22,3	12,4	20,0	100	100
Montérégie	36,2	14,8	27,5	22,4	9,6	16,8	12,7	20,7	14,0	25,3	100	100
Centre-du-Québec	50,5	22,9 *	23,1	18,4	9,1 *	28,1	10,4 *	17,9 *	7,0	12,6 *	100	100
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>37,9</b>	<b>13,5</b>	<b>25,3</b>	<b>19,5</b>	<b>9,5</b>	<b>17,4</b>	<b>12,1</b>	<b>20,2</b>	<b>15,2</b>	<b>29,4</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des diplômés de niveau secondaire, ceux de niveau collégial se retrouvent dans des proportions relativement similaires d'une région à l'autre. Alors qu'ils représentaient environ une personne sur dix en 1990, ces derniers représentent dorénavant une personne sur cinq en 2012. Une telle proximité statistique entre les régions ne s'observe pas du côté des diplômés de niveau universitaire. En se rapprochant du seuil de 50 % de sa population de 25 à 64 ans, Montréal (47 %) fait manifestement bande à part. La métropole est parvenue à creuser un écart considérable avec le reste du Québec au cours des deux dernières décennies. Cet écart ressort davantage lorsque l'on exclut Montréal (tableau 2) de l'ensemble du Québec afin de tenir compte du poids démographique de la métropole. Ce faisant, l'écart passe de 6 à 8 points en 1990 et de 17 à 23 points de pourcentage en 2012. Ces chiffres tendent à démontrer que le poids démographique et le profil scolaire de la métropole pèsent grandement sur le portrait scolaire du Québec.

Tableau 2

**Proportion de diplômés universitaires selon la région, Québec, 1990, 2012**

	1990	2012
	%	
Montréal	21,3	46,5
Ensemble du Québec (incluant Montréal)	15,2	29,4
Ensemble du Québec (excluant Montréal)	13,0	23,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Ce sont les régions de Laval (38 %) et de la Capitale-Nationale (34 %) qui rassemblent les plus grandes concentrations de diplômés universitaires après Montréal. En plus de Montréal, ces deux régions se démarquent par des ratios élevés et la croissance de ceux-ci depuis 1990. Ainsi, Montréal, Laval et la Capitale-Nationale enregistrent respectivement des hausses approximatives de 25, 23 et 16 points de pourcentage au cours de la période étudiée. Si toutes les régions ont vu augmenter la part de leur population représentée par les diplômés universitaires, seuls l'Outaouais (28 %), la Montérégie (25 %), l'Estrie (23 %), le Bas-Saint-Laurent (21 %) et les Laurentides (20 %) ont franchi la barre des 20 %, alors que les autres régions se retrouvent en deçà de cette proportion.

## Conclusion

À la lumière des résultats de l'EPA, le Québec a sans contredit connu une hausse marquée du niveau de scolarité de sa population qui découle pour l'essentiel de l'augmentation des personnes possédant un diplôme post-secondaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint. Ainsi, d'un côté, on a pu observer la constante diminution de la proportion de la population n'ayant aucun diplôme ou un diplôme d'études secondaires et, de l'autre, l'augmentation soutenue de celles déclarant avoir atteint le niveau professionnel, collégial ou universitaire. La progression du niveau de scolarité est particulièrement manifeste chez les femmes. À ce sujet, si le nombre de femmes possédant un diplôme professionnel demeure inférieur à celui des hommes, la forte progression que celles-ci ont connue depuis 1990 est digne de mention.

L'analyse du niveau de scolarité de la population des régions administratives du Québec a montré l'hétérogénéité du portrait scolaire des Québécois. On a ainsi pu observer comment certaines régions telles que la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et Nord-du-Québec, le Centre-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue présentent encore, malgré des progrès remarquables, des pourcentages particulièrement élevés de leur population non diplômée. À l'opposé de ce constat, la Capitale-Nationale, Montréal et Laval présentaient moins de 10 % de personnes n'ayant aucun diplôme. Du côté des proportions de diplômés de niveau secondaire et collégial, on a vu comment les régions ne présentent pas de différences marquées. Il en va tout autrement du côté des diplômés de niveau universitaire. Le contraste entre Montréal, Laval, la Capitale-Nationale et le reste du Québec est particulièrement grand. Qui plus est, avec environ 47 % de sa population titulaire d'un diplôme universitaire, Montréal présente un profil tout à fait distinct. Cette situation découle vraisemblablement de la forte présence d'institutions universitaires sur son territoire, d'un afflux d'immigrants fortement scolarisés et de la structure économique de Montréal. L'exode rural des jeunes vers Montréal (et vers la Capitale-Nationale) a sans doute aussi contribué à renforcer ce bilan. Cette migration est d'ailleurs une importante facette à considérer lorsqu'on analyse le portrait des régions.

## Bibliographie

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (1994). *L'enseignement supérieur et le développement économique*, Avis au ministre de l'Éducation, Québec, 102 p.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DES LOISIRS ET DU SPORT (2012). *Indicateurs de l'éducation – Édition 2012*, Québec, 142 p.

Ce bulletin est réalisé par : Marc-André Gauthier, agent de recherche  
Direction des statistiques  
sociodémographiques

Direction des statistiques  
sociodémographiques : Paul Berthiaume, directeur

Ont collaboré à la réalisation : Anne-Marie Roy, mise en page  
Esther Frève, réviseuse linguistique  
Direction des communications

Pour plus de renseignements : Institut de la statistique du Québec  
200, chemin Sainte-Foy, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5T4  
Téléphone : 418 691-2406  
Télécopieur : 418 643-4129

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives Canada  
Bibliothèque et Archives nationales  
du Québec  
1<sup>er</sup> trimestre 2014  
ISSN 1920-9444 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,  
Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de  
consultation personnelle est interdite sans  
l'autorisation du gouvernement du Québec.  
[www.stat.gouv.qc.ca/droits\\_auteur.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm)